

10 décembre 2021

(21-9266)

Page: 1/5

Comité de l'évaluation en douane

Original: espagnol

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'APPLICATION ET L'ADMINISTRATION
DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE**

LISTE DE QUESTIONS

ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

La communication ci-après, datée du 26 octobre 2021, est distribuée à la demande de l'État plurinational de Bolivie.

1. Questions relatives à l'article premier:

a) Ventes entre personnes liées:

i) Les ventes entre personnes liées sont-elles assujetties à des dispositions spéciales?

Sont appliquées les dispositions établies dans l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, à l'article premier, paragraphe 1 d) et paragraphe 2 a) et b). ces dispositions figurent également dans la législation nationale, en vertu de la Résolution n° 01-012-19 de la Direction du 26 mars 2019, portant approbation de la procédure de détermination de la valeur en douane GNN-M10.

ii) L'existence de prix de cession entre sociétés est-elle un motif suffisant de considérer que les prix correspondants sont influencés?

Sont appliquées les dispositions établies dans l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Dans l'éventualité où l'existence d'un lien influant sur les prix est présumée, les "circonstances propres à la vente" sont évaluées, ces dispositions étant également établies dans la législation nationale, par la Résolution n° 01-012-19 de la Direction du 26 mars 2019, portant approbation de la procédure de détermination de la valeur en douane GNN-M10.

iii) Quelles sont les dispositions prévues pour communiquer par écrit les motifs en question, si l'importateur le demande? (article premier, paragraphe 2 a))

Il s'agit de la Résolution n° RD 01-015-21 de la Direction du 31 mai 2021, portant approbation du Règlement du régime d'importation pour la consommation et portant le code M-G-GNN/UEP/R1, version 1, et de la Résolution administrative n° RAPE: 01-029-16 du 30 décembre 2016, portant approbation de la procédure de sanction et de détermination, qui établit les délais et les formalités aux fins de la communication à l'importateur des observations présentées dans le cadre du contrôle de la valeur en douane.

iv) Comment l'article premier, paragraphe 2 b), a-t-il été mis en œuvre?

Les dispositions établies dans l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane s'appliquent. En d'autres termes, si l'on présume que l'existence d'un lien influe sur les prix, on examine les "circonstances propres à la vente", conformément à la Résolution n° 01-012-19 de la Direction du 26 mars 2019, portant approbation de la procédure de détermination de la valeur en douane GNN-M10.

b) Prix de marchandises perdues ou endommagées:**Existe-t-il des dispositions ou des arrangements pratiques spéciaux en ce qui concerne l'évaluation des marchandises perdues ou endommagées?**

Sont appliquées les dispositions établies dans la réglementation andine, à savoir la Résolution n° 1456 du 28 février 2012 sur les cas particuliers d'évaluation en douane, la Bolivie faisant partie de la Communauté andine.

2. Comment la disposition de l'article 4 qui donne à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 a-t-elle été mise en œuvre?

La disposition de l'article 4 n'a pas été mise en œuvre, car aucun importateur ne l'a demandé.

3. Comment l'article 5, paragraphe 2, a-t-il été mis en œuvre?

La disposition de l'article 5, paragraphe 2, n'a pas été mise en œuvre, car aucun importateur ne l'a demandé.

4. Comment l'article 6, paragraphe 2, a-t-il été mis en œuvre?

L'article 6, paragraphe 2, n'a pas été mis en œuvre.

5. Questions relatives à l'article 7:**a) Quelles dispositions ont été prises pour déterminer la valeur en douane conformément à l'article 7?**

La Résolution n° RD 01-012-19 de la Direction du 26 mars 2019, portant approbation de la procédure de détermination de la valeur en douane GNN-M10, et la Résolution n° RD 02-006-19 de la Direction du 26 mars 2019, portant approbation de la procédure d'utilisation des prix de référence GNN-M10, version 1, établissent l'obligation de prendre en compte l'article 7 lors de la détermination de la valeur en douane.

b) Quelles sont les dispositions prévues pour informer l'importateur de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7?

La Résolution n° RD 01-015-21 de la Direction du 31 mai 2021, portant approbation du Règlement du régime d'importation pour la consommation et portant le code M-G-GNN/UEP/R1, version 1, et la Résolution administrative n° RAPE 01-029-16 du 30 décembre 2016, portant approbation de la procédure de sanction et de détermination, établissent les formalités de communication à l'importateur des raisons qui ont conduit à l'application des méthodes d'évaluation en douane.

c) Les interdictions énoncées à l'article 7, paragraphe 2, sont-elles définies?

La Résolution n° RD 01-012-19 de la Direction du 26 mars 2019 portant approbation de la Procédure de détermination de la valeur en douane GNN-M10 et la Résolution n° RD 02-006-19 de la Direction du 26 mars 2019 portant approbation de la Procédure d'utilisation des prix de référence GNN-M10, version 1, établissent la conformité aux prohibitions établies à l'article 7, paragraphe 2 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane lors de la détermination de la valeur en douane.

6. Qu'en est-il des options offertes par l'article 8, paragraphe 2? En cas d'application du système f.a.b., les prix sortie usine sont-ils aussi acceptés?

La Loi générale sur les douanes – Loi n° 1990 du 28 juillet 1999, la Résolution n° RD 01-012-19 de la Direction du 26 mars 2019, portant approbation de la procédure de détermination de la valeur en douane GNN-M10, et la Résolution n° RD 01-010-09 de la Direction du 21 mai 2009, portant approbation du format et des instructions pour remplir la déclaration andine de valeur, établissent le traitement des transactions commerciales selon les conditions de livraison f.a.b.

7. Où le taux de change est-il publié, en conformité des prescriptions de l'article 9:1?

Le Règlement d'application de la Loi générale sur les douanes, approuvé en vertu du Décret suprême n° 25870 du 11 août 2000, établit en son article 20 la diffusion et l'utilisation du taux de change publié par la Banque centrale de Bolivie.

8. Quelles mesures ont été prises pour assurer, en conformité des prescriptions de l'article 10, le caractère confidentiel de certains renseignements?

Le Code des impôts – Loi n° 2492 du 2 août 2003 garantit en son article 67 le caractère confidentiel des renseignements fiscaux et prévoit même des sanctions à cet égard.

9. Questions relatives à l'article 11:

a) Quels sont les droits d'appel de l'importateur ou de toute autre personne?

Le Code des impôts – Loi n° 2492 du 2 août 2003, la Loi générale sur les douanes – Loi n° 1990 du 28 juillet 1999, la Résolution n° RD 01-015-21 de la Direction du 31 mai 2021, portant approbation du Règlement du régime d'importation pour la consommation et portant le code: M-G-GNN/UEP/R1, version 1, et la Résolution administrative n° RAPE 01-029-16 du 30 décembre 2016, portant approbation de la procédure de sanction et de détermination, établissent le droit de l'importateur à faire recours s'il est en désaccord avec les décisions des Douanes boliviennes.

b) Comment l'appelant sera-t-il informé de ses droits à un nouvel appel?

Le Code des impôts – Loi n° 2492 du 2 août 2003 établit les formalités et les délais concernant la formation des recours envisagés par l'appelant.

10. Fournir des renseignements sur la publication, en conformité des prescriptions de l'article 12:

- a) i) des lois nationales applicables en l'espèce;**
- ii) des règlements concernant l'application de l'Accord;**
- iii) des décisions judiciaires et administratives d'application générale relatives à l'Accord;**
- iv) des lois générales ou particulières dont il est fait mention dans les règles de mise en œuvre ou d'application de l'Accord.**

Les lois et décrets nationaux sont publiés au Journal officiel de l'État plurinational de Bolivie. Les règlements et dispositions administratives relatifs à l'application de l'Accord sont publiés sur le site Web des douanes boliviennes.

b) De nouvelles règles doivent-elles être publiées? Sur quels sujets porteraient-elles?

Les Douanes boliviennes sont en train d'élaborer une réglementation en matière d'évaluation, qui apportera des éclaircissements spécifiques sur l'application des méthodes d'évaluation en douane, dans le cadre des dispositions de l'accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et de la réglementation de la Communauté andine.

11. Questions relatives à l'article 13:**a) Comment est-il tenu compte, dans la législation nationale, de l'obligation énoncée à l'article 13 (dernière phrase)?**

La Résolution n° RD 01-015-21 de la Direction du 31 mai 2021, portant approbation du Règlement du régime d'importation pour la consommation et portant le code M-G-GNN/UEP/R1, version 1, la Résolution n° RD 01-023-16 de la Direction du 25 novembre 2016, portant approbation de la "procédure de gestion des garanties fiscales et d'action émises par les entités financières et les assureurs de l'OSU – TR05", et la Résolution administrative n° RAPE 01-029-16 du 30 décembre 2016, portant approbation de la procédure de sanction et de détermination, établissent les formalités de présentation des certificats de garantie.

b) Des explications complémentaires ont-elles été données?

Il n'y a pas d'explications supplémentaires à celles déjà exposées dans les résolutions mentionnées au point a) de la réponse à la question n° 11.

12. Questions relatives à l'article 16:**a) La législation nationale contient-elle une disposition stipulant que l'administration des douanes est tenue d'exposer par écrit comment la valeur en douane a été déterminée?**

Le Code des impôts – Loi n° 2492 du 2 août 2003, la Loi générale sur les douanes – Loi n° 1990 du 28 juillet 1999, la Résolution n° RD 01-015-21 de la Direction du 31 mai 2021, portant approbation du Règlement du régime d'importation pour la consommation et portant le code M-G-GNN/UEP/R1, version 1, et la Résolution administrative n° RAPE 01-029-16 du 30 décembre 2016, portant approbation de la procédure de sanction et de détermination, établissent l'obligation d'indiquer dans les actes administratifs des éléments factuels, des données et des circonstances permettant de justifier la méthode utilisée au moment de la détermination de la valeur en douane.

b) Existe-t-il d'autres règlements relatifs aux demandes présentées à cet effet?

Il n'y a pas d'autre réglementation.

13. Comment les notes interprétatives de l'Accord ont-elles été incorporées dans la législation?

Elles ont été incorporées en tant que partie intégrante de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, conformément à la Loi n° 1637 du 5 juillet 1995, qui, dans son article unique, stipule ce qui suit: *"Conformément à l'article 59, paragraphe 12, de la Constitution politique, l'Acte final du Cycle d'Uruguay instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), signé par la Bolivie à la Réunion ministérielle tenue à Marrakech du 12 au 15 avril 1994, est approuvé et ratifié."*

14. Comment ont été appliquées les dispositions de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées?

Les dispositions de la Décision n° 3.1 du Comité de l'évaluation en douane n'ont pas été appliquées, car ce cas de figure ne s'est pas présenté.

15. Comment ont été appliquées, pour les pays concernés, les dispositions du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données?

Étant donné que la législation en matière d'évaluation en douane est en cours d'élaboration par les Douanes boliviennes, on prévoira d'inclure ou non les dispositions du paragraphe deux (2) de la Décision 4.1 relative au contrôle de la valeur en douane.
